



Belgeo

Revue belge de géographie

1-2 | 2001

Electoral geography

Inde : la montée des basses castes, affirmation démocratique ou repli identitaire ?

The rise of backward castes in India: democratic assertion or identitarian withdrawal?

Alvise Forcellini



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/15399>

DOI : 10.4000/belgeo.15399

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2001

Pagination : 147-160

ISSN : 1377-2368

Référence électronique

Alvise Forcellini, « Inde : la montée des basses castes, affirmation démocratique ou repli identitaire ? », *Belgeo* [En ligne], 1-2 | 2001, mis en ligne le 30 novembre 2001, consulté le 09 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/15399> ; DOI : 10.4000/belgeo.15399

Ce document a été généré automatiquement le 9 mai 2019.



Belgeo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Inde : la montée des basses castes, affirmation démocratique ou repli identitaire ?

The rise of backward castes in India: democratic assertion or identitarian withdrawal?

Alvise Forcellini

- 1 Récemment, un quotidien anglophone indien publiait en première page une illustration humoristique dans laquelle un notaire, avant de célébrer un mariage, s'adresse au jeune couple en ces termes : « je veux bien célébrer un mariage inter-castes, mais quel droit avez-vous d'interdire à vos enfants une carrière politique ? »¹
- 2 L'anecdote met en relief le rôle prépondérant que les mouvements de castes se sont arrogé depuis vingt ans au sein de la vie politique du pays. Le contraste est saillant si l'on garde à l'esprit le modèle national que l'élite indienne voulait bâtir suite à l'Indépendance en 1947. La classe dirigeante était convaincue de l'inévitable disparition des communautés ethniques – religieuses et de caste – face à l'irruption d'un système politique qui imposerait ses conceptions égalitaires et socialisantes à une nation indienne régénérée. Certes, l'obsession brahmanique de pureté rituelle s'est fortement atténuée, voire a quasiment disparu en milieu urbain. Cependant les castes jouent un rôle politique qui depuis 1947 n'a cessé de croître, contribuant aux multiples crispations identitaires qui secouent l'Inde depuis les années quatre-vingt.
- 3 Or, si l'irruption de thèmes religieux est généralement interprétée comme une menace pour la démocratie indienne, la percée des mouvements « castéistes » donne lieu à des évaluations très contrastées, que nous diviserons, par souci de simplicité, en deux catégories.
- 4 La première regroupe les auteurs² pour qui l'activité des castes permet d'articuler les revendications des secteurs les plus pauvres de la population. Les allégeances communautaires, stimulées par la compétition électorale, font valoir le seul atout de leurs

membres : le nombre. Une participation électorale extrêmement élevée parmi les intouchables, un partage plus équitable du pouvoir via des politiques de quotas en faveur de basses castes, sont les fruits d'une contribution positive de ces dernières à la démocratie. Sans une mobilisation des castes subalternes, les Brahmanes, comme par le passé, exerceraient encore le monopole des fonctions administratives, politiques, éducationnelles et gouvernementales du pays.

- 5 Selon une lecture diamétralement opposée, les *jatis* (castes) n'ont jamais cessé d'être une institution rétrograde et l'incarnation d'un système de valeurs injuste et inégalitaire. Pour une partie de la gauche notamment, la caste est indissociable de l'oppression et de la ségrégation qu'elle engendre. Les politiques de discrimination positive en faveur des castes arriérées, ne font que perpétuer l'existence du système. D'autre part, les concepts de « modernité » et « démocratie », inséparables d'un idéal individualiste, seraient inconciliables avec celui de « communauté » que le terme « caste » évoque³. De manière instrumentale, ces arguments sont aussi ceux de la droite hindoue, très présente parmi les hautes castes, dont la mainmise sur les institutions de l'Etat est menacée.
- 6 Pourquoi deux interprétations aussi radicalement différentes ?
- 7 Dans les deux cas, le jugement porté sur la nature des castes est incomplet : pour certains, celles-ci sont devenues des groupes d'intérêt dévoués à la réalisation d'idéaux séculaires et éminemment démocratiques, tels l'éducation et le progrès social de leurs membres. Pour d'autres, les castes sont uniquement acquises à la défense égoïste d'une identité qui s'érige contre (et en contradiction avec) les défis posés par le monde contemporain⁴.
- 8 Or, les castes sont autant porteuses d'une identité partagée (traditions et coutumes préservées par un respect strict du principe endogame) que d'intérêts qui ne sont pas exclusivement les leurs. Pourtant, selon les circonstances politiques et les rapports de force locaux, l'un ou l'autre aspect peut s'accroître : si jusqu'à l'indépendance les castes ont pu positivement contribuer à l'essor d'une conscience démocratique au sein d'une partie de la population, les évolutions contemporaines ne justifient plus un jugement aussi positif ; c'est ce qu'essayera de montrer cet article, par une approche historique et régionale.

La politisation de la caste

- 9 La construction coloniale de la caste fournit des indications intéressantes. En effet, au cours de la première moitié du siècle surviennent, dans la société indienne, des changements fondamentaux sous l'effet de réformes politiques et économiques introduites par la puissance coloniale. Celle-ci veut couper en brèche les efforts que Nehru et ses amis déploient pour élargir le soutien populaire du mouvement nationaliste, et pour y parvenir accordent des privilèges importants aux différentes communautés dont est composée l'Inde : associations de castes, minorités religieuses et autres corporations vont ainsi avoir droit, soit à une représentation politique séparée du reste de la population, soit à des postes réservés dans les organes représentatifs⁵.
- 10 Il est intéressant d'observer comment la fonction du système des castes subit alors une transformation de grande envergure : d'emblème des injustices du vieil ordre brahmanique, les mouvements de castes deviennent les vecteurs des aspirations d'une partie de la population que le discours congressiste ne parvient pas à séduire. Ils s'investissent dans l'action politique, luttent en faveur d'une démocratisation des

institutions, contre les discriminations dont les intouchables sont victimes, et déploient des importants efforts en matière d'éducation et d'alphabétisation de leurs membres⁶. En d'autres termes, l'« incarnation démocratique de la caste »⁷ est une efficace réponse des *jatis* aux défis auxquels le pays est confronté au cours de cette période cruciale de son histoire.

- 11 Mais l'approche coloniale au multi-culturalisme indien ne se résume pas au slogan « divide et imperat ». Christophe Jaffrelot note ainsi que la démocratie indienne se construit à partir de l'agrégation d'intérêts collectifs selon une conception non-individualiste de la démocratie. La culture politique des Britanniques, affirme-t-il, recelait des éléments particulièrement propices à une telle approche : la représentation collective des groupes d'intérêt est le modèle de référence des vieux Whigs, dont l'influence se fait encore fortement sentir au XIX^e siècle.
- 12 La trajectoire politique de certains pays du Vieux Continent suggère que l'institutionnalisation de la démocratie emprunte parfois moins les voies de la citoyenneté individuelle que celle du pluralisme des groupes préconstitués⁸.
- 13 Le parti du Congrès ne saisit pas la portée de ces changements : son élite se compose de « native gentlemen », tous issus de hautes castes, qui, à l'instar de Nehru ou du jeune Gandhi, ont étudié en Occident. Leur engagement politique se déploie en défense de l'intérêt du peuple indien au sens large, et non de groupes spécifiques. Il n'est donc pas question de garantir des protections spéciales aux castes ou aux communautés religieuses : leur analyse traduit une approche modernisatrice qui met l'accent sur l'inévitable disparition d'institutions sociales archaïques par le biais, quasi exclusif, d'une industrialisation intensive du pays.
- 14 Cependant, malgré ses accents socialisants et modernisateurs, la Constitution indienne devra tenir compte de multiples intérêts et instituer une politique de discrimination positive à l'égard des sections les plus pauvres de la population : les intouchables et les populations tribales, qui seront désormais appelés respectivement *Scheduled Castes* et *Scheduled Tribes*. Ces deux catégories bénéficieront dorénavant, au sein de l'administration fédérale et des assemblées législatives fédérales, d'une quantité de postes réservés en proportion à leur pourcentage au sein de la population⁹. Pour concrétiser ces mesures constitutionnelles, l'Etat se base sur le recensement britannique de 1931 qui mentionne les castes d'intouchables. La Charte fondamentale se sert donc de l'institution la plus archaïque de la société indienne pour mettre fin aux injustices dont le système des castes est à l'origine.
- 15 Par ailleurs, la Constitution indienne prévoit que la politique des quotas puisse être étendue à une partie de la population caractérisée par des conditions sociales particulièrement difficiles, souvent assez proches de celle des *Scheduled Castes* : cette myriade hétérogène de castes est rassemblée sous le nom de *Other Backward Classes* (OBC).
- 16 Enfin, il faut souligner que le choix des castes pouvant bénéficier des réservations n'est pas étranger aux problèmes posés par les « communalism »¹⁰ : en effet, le système des castes étant particulier à la religion hindoue, seulement des castes d'hindous peuvent bénéficier de quotas. Les musulmans, qui sont souvent des hindous convertis et qui ont donc gardé des structures sociales très proches de celles des hindous, n'y ont pas droit. Y ont accès, par contre, des castes de sikhs, dont la religion est considérée par les hindous comme étant une des nombreuses variantes de l'hindouisme¹¹.

- 17 Après l'Indépendance, la classe dirigeante va s'appuyer sur les politiques de discriminations positives afin de s'assurer la fidélité de leurs bénéficiaires. Or, si ces politiques sont des efficaces instruments d'avancement social pour une très petite partie de la population, elles nécessitent que l'on identifie et que l'on cerne certaines castes. La séparation entre intouchables, tribus, classes arriérées (OBCs) et hautes castes, est institutionnalisée.

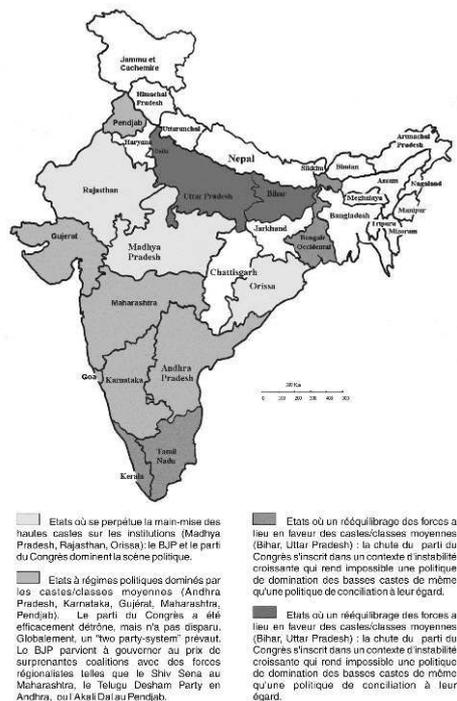
La castéisation de la politique

- 18 De nouvelles revendications fleurissent après la réorganisation des frontières entre États au cours des années 50, qui vont désormais retracer assez fidèlement les lignes de démarcation entre communautés linguistiques. Au sein de chaque région se concentrent des « blocs » composés des deux ou trois castes majeures d'agriculteurs.
- 19 Grâce aux progrès que la « révolution verte » introduit dans le secteur primaire, une nouvelle classe moyenne se développe et va se défaire des liens qui l'unissaient au Parti du Congrès : des nouvelles formations politiques régionales catalysent le mécontentement envers celui-ci. C'est le cas notamment de l'Akali Dal au Pendjab ou du BLD (Parti du Peuple Indien) qui détrône le Congrès à la fin des années 60 dans l'État le plus peuplé d'Inde, l'Uttar Pradesh. Cette nouvelle combativité agrarienne, réclamant une décentralisation des compétences étatiques, va entrer en conflit avec les tendances autoritaires d'Indira Gandhi. La défaite du Parti du Congrès en 1977 est redevable de ces nouvelles classes sociales ainsi que des *Other Backward Classes*.
- 20 La nouvelle coalition gouvernementale du Janata Dal aborde les politiques de discrimination positive différemment par rapport au Parti du Congrès : les motivations qu'ils avancent ne sont plus basées sur des considérations de Realpolitik, mais sur la demande de plus de justice sociale. Cette position fait ressortir toute l'ambiguïté de l'attitude congressiste, qui justifie les politiques de quotas vis-à-vis des intouchables, mais accuse de « castéisme » et « communalism » les nouvelles forces politiques qui revendiquent les mêmes privilèges.
- 21 Mais le retour aux affaires d'Indira Gandhi en 1980 va décevoir les aspirations des OBC. Il faudra attendre la défaite électorale de 1989 pour que la coalition du Front Uni, sous la direction de V.P. Singh, décide que désormais la moitié des postes de fonctionnaires dans l'administration publique et des mandats électoraux seront réservés aux castes arriérées. Cette mesure va déclencher des vagues de protestation de la part de hautes castes partout en Inde. Les jeunes, qui se sentent privés des débouchés les plus prisés, en sont les principaux instigateurs ; certains ont même recours à l'immolation par le feu pour marquer leur désaccord définitif. En conséquence, la coalition gouvernementale dont fait partie l'émergent BJP (Parti du peuple indien) s'effrite, preuve supplémentaire de la force que les oppositions entre castes ont acquise sur la scène politique¹².
- 22 L'affirmation des basses castes doit aussi être mise en relation avec la montée de l'extrémisme hindou, qui au cours de ces dix dernières années a créé plus d'un embarras parmi les défenseurs du multi-culturalisme indien.
- 23 La droite nationaliste a toujours été critique à l'égard des politiques de quotas, accusées de diviser la société hindoue¹³. Cette position intransigeante a été abandonnée alors que le parti commençait à acquérir une audience nationale. Bénéficiant de l'appui exclusif des sections hautes de la société, le BJP a dû s'ouvrir aux classes moyennes et surtout aux OBC

- ¹⁴. De nos jours, avec pragmatisme, le BJP défend, et parfois étend, les politiques de quotas en faveur de ces groupes. D'autre part, l'expansion géographique de son électorat au-delà des confins de la *hindi belt* (Nord de l'Inde) n'a pu se réaliser qu'au prix d'alliances avec des mouvements régionalistes dont les programmes et les assises sociales se distinguent parfois très fortement des siens.
- 24 Simultanément la mise en quarantaine de la « question d'Ayodhya »¹⁵, du projet d'abolition du statut spécial dont jouit le Cachemire (en vertu de l'article 370 de la Constitution), de la promesse d'imposer un Code civil uniforme (qui entrerait en conflit avec la Shariat), induisent à penser que l'hindutva¹⁶ a perdu beaucoup de sa hargne depuis 1998. Le BJP n'est pas parvenu à transcender la légendaire diversité culturelle du pays, mais, en s'ouvrant aux forces régionales et aux mouvements de castes, a dû renoncer à ses promesses les plus agressives et intransigeantes. S'agit-il d'un revirement irrévocable ?
- 25 Plusieurs éléments viennent nuancer cette interprétation : ainsi, la déclaration du Premier Ministre Atal Bihari Vajpayee, en décembre 2000, selon laquelle la construction à Ayodhya d'un temple dédié à Ram pouvait désormais être envisagée, nous met en garde contre un optimisme déplacé. Pourquoi a-t-il choisi de revenir sur un sujet aussi délicat et sensible ? L'influence des RSS (Association des volontaires nationaux)¹⁷ y est sans doute pour quelque chose. L'apparente accalmie de leurs provocations communalistes s'accompagne d'une présence croissante au sein des institutions éducationnelles qu'ils prisent tout particulièrement. D'autre part, si les violences contre les musulmans ont diminué, les attaques contre les chrétiens ont redoublé de violence, grâce aussi à la couverture fournie par le parti nationaliste hindou, qui, en fermant un œil sur ces débordements, espère maintenir les RSS, et autres groupes apparentés, fidèles à sa politique. D'autre part, l'agressivité du gouvernement se manifeste clairement en matière de politique étrangère, les premiers essais nucléaires de l'été 1998 étant relayés par d'ambitieux programmes d'armement.
- 26 L'ouverture en faveur des masses paysannes, c'est-à-dire des *Autres Classes Arriérées*, a moins suscité un revirement programmatique de la part du BJP que l'extension des investitures politiques accordées à des membres issus de cette catégorie. En effet, le vote de certaines castes est destiné au candidat qui en est issu : l'appartenance de ce dernier à un parti historiquement dévoué à la cause des hautes castes est ainsi reléguée au second plan. Si le BJP a donc indiscutablement appris à modérer son discours et sa pratique, il continue de s'appuyer sur des sentiments identitaires et ethniques afin de drainer les votes des groupes visés. Il ne peut être inclus sans ambages dans la famille des forces politiques conservatrices traditionnelles, et il serait hasardeux d'affirmer que l'activité politique des castes a favorisé la mise entre parenthèse des propositions les plus extrémistes de la droite hindoue.

Dynamiques régionales

Figure 1. La carte des dynamiques régionales.



- 27 Gardons à l'esprit la dichotomie entre Nord et Sud : dans l'Inde péninsulaire, les revendications des castes se sont historiquement entremêlées avec des intérêts régionaux qui, en définitive, les renforcent. Ici, le nationalisme congressiste a été longtemps identifié au brahmanisme, et la conviction que les Brahmanes soient étrangers à la culture locale est fort répandue. En résulte une militance très poussée de la part des associations de castes dès le début du XX^e siècle au sein, par exemple, de la Présidence de Madras ou de l'État du Mysore qui, en 1920, décide de réserver la quasi-totalité des fonctions administratives aux non-brahmanes.
- 28 Est cependant intéressant le rapprochement entre différents Etats du Nord de l'Inde, en particulier le Bihar, l'Uttar Pradesh et le Bengale Occidental, les deux premiers couvrant la plaine du Gange et, le dernier, le delta du même fleuve.
- 29 L'ensemble de la région est extrêmement pauvre et soumis à des tensions sociales très vives. En Uttar Pradesh et au Bihar, la fragmentation partitique et les conflits violents entre castes tendent à s'accroître de manière concomitante. Ces Etats constituent le cœur de la *hindi belt*, où les hautes castes sont particulièrement importantes et influentes. Le parti du Congrès, qu'elles ont longtemps dominé, a gouverné de manière quasi ininterrompue depuis l'Indépendance jusqu'en 1989-90, lorsque l'essor du BJP a remis en cause sa prépondérance.
- 30 En Uttar Pradesh se sont imposés le BSP, conduit par Kanshi Ram, un leader intouchable, et le SP, qui représente les *Autres Classes Arriérées*. Les deux partis, qui veulent regrouper toutes les castes inférieures, les tribus et les autres minorités religieuses, obtiennent leur première victoire électorale en 1993. Pendant quelques mois ils gouvernent sous la direction de Mme Mayawati (première intouchable à diriger un Etat), mais cette coalition inédite ne survit pas aux dissensions internes.

- 31 Depuis, la politique de l'Uttar Pradesh se signale par sa fragmentation : on a ainsi pu récemment assister à la création de nouveaux partis qui prétendent ne représenter que certaines castes spécifiques. Bien que leur poids électoral soit infime au niveau fédéral, ils contribuent néanmoins à l'instabilité politique générale. D'autre part, le BJP est confronté à des luttes intestines, les tentatives d'ouverture en faveur de nouvelles couches sociales étant contrées par une partie des hautes castes qui dominent le parti.
- 32 Les politiques de discrimination positive sont devenues des enjeux de campagne électorale, objets de surenchères populistes de la part de chaque parti. Non sans emphase, le ministre de l'Intérieur indien déclarait ainsi en 1997 que l'Uttar Pradesh était en train de sombrer dans « l'anarchie, le chaos et la destruction »... Or, la situation est plus grave encore au Bihar : les hautes castes s'appuient sur des formations paramilitaires afin d'écraser les revendications qui émanent des couches les plus pauvres ; dès lors, ces dernières se tournent vers des mouvements armés, souvent d'extrême gauche. Les affrontements ne cessent de faire des victimes, semaine après semaine.
- 33 Au cours de la même période le Bengale a par contre connu une évolution allant dans le sens inverse et caractérisée par une stabilité institutionnelle rare : cet Etat a été gouverné depuis 1977 par le PCI(M) sous la conduite de Jyoti Basu¹⁸. Bien que communiste par le nom, ce parti s'est distingué par des politiques que l'on pourrait définir de sociaux-démocrates¹⁹. L'engagement idéologique des membres du parti en faveur d'une discipline stricte a épargné à celui-ci le *factionalism* endémique qui sévit au sein de la majorité des forces politiques indiennes. Il a pu ainsi se concentrer sur la réalisation de son programme : une politique de redistribution des revenus et des terres a obtenu des résultats significatifs et a permis de consolider une coalition des couches basses et moyennes de la population, sans pour autant adopter une attitude menaçante envers les propriétaires agricoles.
- 34 Les appels populistes d'hommes politiques ont été contrecarrés par des politiques ayant su en partie venir à la rencontre des exigences des plus pauvres²⁰. Par ailleurs, le Bengale est aussi le seul Etat indien à ne pas avoir mis en œuvre des programmes de discrimination positive s'appuyant sur l'identification de certaines castes.
- 35 Mais l'expérience communiste au Bengale repose sur une stratification sociale très distincte du reste de la région. En particulier, le système des castes n'est pas très prégnant : en effet, près de la moitié de la population n'est pas hindoue à proprement parler. Les populations tribales et les « castes répertoriées » représentent 27,5 % de la population, les musulmans 20 %. La ligne de démarcation entre Brahmanes et autres castes est moins saillante qu'ailleurs, et la propriété rurale n'est pas une prérogative des premiers. Aucune caste n'est dominante sur l'ensemble du territoire de l'Etat.
- 36 En conséquence, les partis politiques doivent forger des coalitions sur des lignes de démarcation autres que les *jatis*²¹. La stabilité institutionnelle que le Bengale occidental a connue depuis 1977 ne s'explique donc pas uniquement par la discipline et le ciment idéologique unissant le CPI(M), mais est redevable aussi de la « non-castéisation » de la scène politique régionale.
- 37 En d'autres termes, les efforts des gouvernements se sont concentrés sur de questions d'intérêt général (principalement, lutte contre la pauvreté), plutôt qu'autour de crispations identitaires caste-based.
- 38 Est-ce que la croissance de la violence, au Bihar et en Uttar Pradesh, doit être interprétée uniquement comme un normal rééquilibrage des pouvoirs entre classes/castes sociales,

rééquilibrage dont on ne peut espérer qu'il se réalise sans une réaction violente de la part des hautes castes ? L'hypothèse recèle sans doute une bonne part de vérité. Le Sud de l'Inde connaît un degré de violence moindre, car la percée des basses castes s'y est réalisée de longue date. Mais la politique des quotas, qui devient un enjeu décisif en période de campagne électorale, aboutit à une surévaluation de l'identité ethnique des électeurs. André Béteille juge en ces termes l'extension de ces mesures à une partie croissante de la population :

« ...it is one thing to make provisions of a specific nature and for a limited duration for the Scheduled Castes and Scheduled Tribes in order to protect them from injury and abuse, and in order to ensure that the conditions under which they compete with other members of society are fair and not just free. It is quite another thing to make the scope of protective discrimination so extensive that in every case, or in almost every case, the caste to which an individual belongs becomes a relevant factor in determining his entitlements²² ».

- 39 Certains s'interrogent donc sur la survivance des castes, et du respect strict du concept endogame, dans une société qui voudrait promouvoir l'égalité et la liberté de ses citoyens. Les politiques de discrimination positive sont souvent accusées de favoriser un repli identitaire se nourrissant de préjudices, d'ennemis imaginaires, et de perceptions erronées sur la nature de groupes concurrents.
- 40 D'autre part l'urbanisation de la société indienne entraîne des contradictions croissantes dans la politique des réservations « caste-based » : dans les villes, contrairement aux villages, la relation entre travailleur et consommateur est contractuelle, monétisée et ne se réduit plus à l'exercice d'un métier par une caste spécifique (castes d'éboueurs, de cordonniers, de paysans, de bouviers, etc.). Il est toujours plus difficile d'identifier un groupe comme étant collectivement *backward*. De l'avis des « pro-réservationnistes » par contre, dans un pays où les fonctions gouvernementales étaient destinées, en vertu de la religion hindoue, aux castes les plus élevées de la hiérarchie, des processus de discrimination positive sont indispensables afin de scinder le lien entre caste et occupation. C'est par ce biais que les intouchables et les tribus répertoriées ont pu prouver leurs qualités et compétences, et abattre les préjudices qui les poursuivent depuis si longtemps.
- 41 Mais la recherche d'un emploi fixe par le biais des réservations de postes semble pourtant avoir éloigné les organisations et partis représentant les basses castes de la poursuite d'objectifs tout à fait essentiels à l'élargissement de leurs opportunités sociales. Si l'on observe le niveau d'alphabétisation en Inde parmi les castes répertoriées, on aperçoit qu'en Uttar Pradesh, cet indicateur descend aussi bas que 8 % parmi les femmes *intouchables* en milieu rural²³ ; il a même été observé que dans certains villages, il oscille entre près de 100 % pour les hautes castes et moins de 10 % pour les castes répertoriées. Autrement dit, pour les segments les plus défavorisés de l'Uttar Pradesh, peu ou rien n'a changé au cours de ces 50 dernières années, malgré les importants fonds et « grants » mis à disposition des autorités politiques de l'Etat par une panoplie d'organisations internationales et par le gouvernement central. Au contraire, au Kerala, où les mouvements de basses castes, syndicats, partis politiques et autres mouvements sociaux ont centré leur action autour de questions éducationnelles, le niveau d'alphabétisation atteint une moyenne de 73 % parmi les femmes intouchables en milieu rural. Le traditionnel mépris brahmanique envers l'éducation des basses castes n'a pas disparu dans le Nord de l'Inde, et constitue la principale explication idéologique à l'égard des chiffres fournis ci-dessus.

- 42 Au Rajasthan, en Orissa et au Madhya Pradesh, la domination des castes élevées a persisté. Ces régions naissent de l'agrégation d'Etats princiers, dont certains rajas ont continué d'exercer un rôle politique significatif dans l'Inde indépendante. Au cours des années nonante, le BJP a dominé la scène politique de ces Etats permettant aux hautes castes – Brahmanes, Jats et, surtout, Rajputs – de consolider leur pouvoir, alors que les forces de gauche n'ont jamais pu bénéficier d'une base électorale importante.
- 43 Le Rajasthan tout particulièrement est confronté depuis trois ans à des moussons désastreuses face auxquelles le gouvernement n'a su réagir autrement que par l'annulation d'élections locales qui l'auraient sans doute pénalisé. La faiblesse du tissu social et les carences du débat démocratique paraissent préoccuper plus sérieusement les très nombreuses ONG (plusieurs milliers) qui, souvent de longue date, travaillent dans la région.
- 44 La situation est différente au sein d'Etats où de puissantes castes/classes moyennes²⁴, numériquement importantes, ont su s'imposer dans la vie publique régionale. Il s'agit par exemple des Kammas et des Reddys de l'Andhra Pradesh²⁵. Depuis l'Indépendance, la rivalité politique entre ces deux castes est devenue une confrontation entre partis, les Kammas ayant investi le Parti Communiste dès les années quarante, les Reddys faisant de même au sein du Parti du Congrès. Ainsi, la domination des Reddy, connue sous le nom de *Reddy Raj*, va perdurer jusque la moitié des années quatre-vingt, lorsque l'interventionnisme d'Indira Gandhi discrédite la branche régionale du parti. Les Kammas en profitent et, sous la houlette d'un acteur de cinéma très connu, N.T. Rama Rao, prennent la revanche en établissant un *Kamma Raj* à partir de 1983. Dans la lignée de Rama Rao, nombreux sont les nouveaux leaders politiques qui, forts de l'appui électoral de leur caste, se distinguent par des allures populistes et démagogues.
- 45 D'autres exemples de castes/classes moyennes qui sont parvenues à dominer la scène politique de leur Etat sont : les Patidars au Gujérat (qui rassemblent 12 % de la population) ; les Lingayats et les Vokkaligas du Karnataka (constituant 30 % de la population) ; les Marathas au Maharashtra et les Jats sikhs au Pendjab (respectivement 1/3 et 20 % de la population de chaque Etat). Depuis quelques années le BJP est parvenu à s'y imposer au prix d'alliances gouvernementales avec les partis régionalistes, qui sont l'émanation de ces nouvelles castes/classes moyennes.

Conclusion

- 46 Les événements tragiques du Pendjab et des autres régions périphériques de l'Inde (Cachemire, Etats du Nord-Est), la recrudescence de la violence communaliste, la montée du nationalisme hindou et les affrontements entre castes sur la question des réservations, ont rallumé le débat académique autour de la nature séculaire et nationaliste de l'Etat fédéral.
- 47 Par le passé, ces tensions ont donné lieu à plusieurs explications : la plus répandue accuse Indira Gandhi d'avoir détruit les équilibres entre communautés que son père avait délicatement tissés. Or, cette approche se fonde sur l'idée que le Parti du Congrès, sous Nehru, avait agi en tant qu'arbitre neutre, *primo inter partes* capable de rassembler toutes les tendances derrière son credo nationaliste.
- 48 Au cours des années nonante, par contre, certains chercheurs²⁶ ont reconsidéré l'âge d'or de la démocratie indienne sous Nehru à la lumière des événements qui l'ont suivi : la

vision tolérante, universaliste et séculaire du Parti du Congrès s'effrite face à l'analyse de la nature « pan-ethnique » de son idéologie ; en effet, par le biais de certaines lois, par la manipulation de symboles religieux dans le discours politique, l'Etat indien indépendant trahit un fond culturel homogène, hindou et de haute caste, auquel les minorités ont toujours été étrangères. L'adhésion des intouchables et des populations tribales n'est pas uniquement idéologique, mais s'explique aussi par la cooptation de membres issus de ces couches sociales au sein des institutions par le biais des politiques de discrimination positive. De même, la minorité musulmane a massivement adhéré au Parti du Congrès, principalement par crainte des mouvements extrémistes hindous²⁷.

- 49 L'intérêt de ces approches est l'accent qu'elles mettent sur le manque de consensus autour des « règles du jeu politique », c'est-à-dire, fondamentalement, des principes inscrits dans la Constitution. Sans ce consensus préalable le débat public ne se déploie pas uniquement autour de questions d'intérêt général, mais se focalise sur le besoin d'affirmation des communautés (castes, religions) auxquelles les membres confèrent une autorité qui peut entrer en conflit avec celle de l'État.
- 50 C'est l'évolution que connaît la politique indienne depuis quelques décennies : ainsi, Indira Gandhi, gagnait les élections de 1971 par une campagne électorale axée autour d'un ambitieux programme de réformes sociales et un slogan, « abolir la pauvreté » (*gharibi hatao*), qui se révéla être très efficace. De nos jours, ce ne sont pas des promesses grandiloquentes qui permettent de réunir une majorité au sein de la Lok Sabha, mais des concessions diverses et souvent contradictoires à l'égard des particularismes régionaux et « castéistes », ainsi que du « commu-nalisme » hindou.
- 51 Les *enjeux identitaires* ont capté la politique électorale grâce à la facilité qu'ils ont à drainer les votes de certains groupes. Dès lors, il est intéressant d'observer comment des enjeux d'intérêts se sont éloignés de la politique électorale pour s'orienter plutôt vers le secteur administratif et judiciaire : très souvent en effet, les nombreuses organisations luttant, par exemple, pour la défense de l'environnement, n'essayeront pas de faire valoir leur point de vue par des voies législatives, mais auront plutôt recours aux tribunaux. Pour comprendre comment certaines questions centrales au développement de la démocratie sont traitées, il faudra donc se pencher sur le domaine de l'activisme social, au sein duquel des dizaines de milliers d'ONG en tous genres enrichissent, par leur travail, le débat démocratique.
- 52 Les revendications des basses castes ne semblent pas toujours répondre aux mêmes préoccupations. Dans un contexte de restriction des débouchés du secteur public, ces politiques, malgré les effets positifs indiscutables qu'elles comportent, ne peuvent fournir une réponse suffisante aux problèmes quotidiens des trois cent millions d'Indiens qui vivent sous le seuil de pauvreté²⁸. A cet égard, le cas du Bengale occidental est éclairant, s'agissant du seul Etat qui, tout en n'ayant pas recours à des quotas *caste-based*, a déployé des politiques sociales qui ont obtenu des résultats non négligeables comparativement au reste du sub-continent. En effet, le fait que des membres des basses castes soient représentés au sein des institutions, ne signifie pas que leurs *intérêts* le soient aussi. Certes, la politique indienne, depuis quelques années, n'a pas connu de soubresauts majeurs, et l'identitarisme d'une partie de la population semble être contrôlé par le BJP et ses alliés, qui, non sans cynisme, parviennent ainsi à consolider leur pouvoir ; les allégeances communautaires esquivent cependant les problèmes urgents et fondamentaux auxquels l'Etat n'a pas su répondre de manière satisfaisante, galvanisant ainsi une identité exclusive et potentiellement destructrice.

BIBLIOGRAPHIE

- ALAVI H., HARRIS J. (1989), *Sociology of « Developing societies »*. South Asia, London, Macmillan.
- AMBEDKAR B. R. (1946), *What Congress and Gandhi have done to the Untouchables*, Bombay, Thacker & Co. Ltd.
- BAYLY S. (1999), *Caste, Society and Politics in India from the Eighteenth Century to the Modern Age*, coll. « The new Cambridge History of India », Cambridge, Cambridge University Press.
- BAXI U. (1992), « Reflections on the Reservations Crisis in Gujarat », in DAS V., *Mirrors of Violence*, Delhi, Oxford University Press, pp. 215-239.
- BETEILLE A. (1992), *The Backward Classes in Contemporary India*, New Delhi, Oxford University Press.
- DELIEGE R. (1995), *Les intouchables en Inde. Des castes d'exclus*, Paris, Editions Imago.
- DREZE J., SEN A. (1997), *Economic Development and Social Opportunity*, New Delhi, Oxford University Press.
- ELLIOTT C. (1970), « Caste and Faction among the Dominant Caste : the Reddis and Kammas of Andhra », in KHOTARI R., *Caste in Indian Politics*, New Delhi, Sangam Press, pp. 129-171.
- GALANTER M. (1984), *Competing equalities. Law and the Backward classes in India*, Los Angeles, University of California Press.
- JAFFRELOT C. (1996), « La démocratie en Inde : les basses castes prennent-elles le pouvoir ? », in BAYART J-F., *La greffe de l'Etat*, Paris, Karthala, pp. 211-261.
- JAFFRELOT C. (1998), *La démocratie en Inde. Religion, caste et politique*, Paris, Fayard.
- JAFFRELOT C. (2000), « Le BJP- Parti nationaliste hindou - nouvel épice centre du système politique indien ? » *Etudes*, Mai, n° 3925, pp. 587-598.
- KOHLI A. (1997), « From Breakdown to Order : West Bengal », in CHATTERJEE P., *State and Politics in India*, Delhi, Oxford University Press, pp. 336-366.
- KUMAR D. (1992), « The Affirmative Action Debate in India », *Asian Survey*, 32, 2, mars, pp. 290-302.
- MITRA S. (1994), « Caste, Democracy and the Politics of Community Formation in India », in SEARLE-CHATTERJEE M. et SHARMA U., *Caste : Post-Dumontian Approaches*, Oxford, Blackwell Publishers, pp. 49-72.
- PAREKH B. (1991), « Caste Wars », *The Times Higher Educational Supplement*, 15, 2.
- RACINE J-L. (1997), « L'Inde entre globalisation et tentations identitaires », *Economie et Humanisme*, 343, décembre, pp. 38-45.
- RADHAKRISHNAN P. (1998), « A costly degression: The proposal to include caste in the 'millenium census' is ill-conceived », *Frontline*, <http://www.indiaserver.com/frontline/1998/09/12/15191010.htm>.
- ROI A. (1993), « The High Politics of India's Partition. The Revisionist Perspective », in HASAN M. (ed.), *India's Partition Process, Strategy and Mobilization*, Oxford University Press.

RUDOLPH L.I. (1965), « The Modernity of Tradition : The Democratic Incarnation of Caste in India », *The American Political Science Review*, LIX, 4, pp. 975-989.

SHAH A. M. (1996), « Job reservation and efficiency », in SRINIVAS M., *op. cit.*, pp. 195-202.

SHARMA U. (1999), *Caste*, Philadelphia, Open University Press.

SHETH D. L. (1999), « Secularisation of Caste and Making of New Middle Class », *Economic and Political Weekly*, August 21-28.

SINGH G. (2000), *Ethnic Conflict in India*, London, MacMillan Press.

SIVARAMAYYA B. (1996), « The Mandal Judgement : A Brief Description and Critique », in SRINIVAS M., *op. cit.*, pp. 221-244.

SRINIVAS M. (1996), *Caste : Its Twentieth Century Avatar*, New Delhi, Penguin Books India.

Cet article s'inspire aussi d'études et publications que différentes ONG indiennes ont réalisées sur le terrain.

NOTES

1. *The Indian Express*, 8th November 2000.
2. Lloyd Rudolph, Christophe Jaffrelot, D. Kumar, pour n'en citer que trois parmi les plus éminents.
3. Voir par exemple des auteurs tels que P. Radhakrishnan, B. Sivaramayya, A. M. Shah.
4. Des politiques d'intérêts ne s'appuient pas sur l'identité d'une personne, sur la manière dont celle-ci s'auto-définit, mais cherchent à attirer l'attention sur des enjeux plus concrets: lutte contre la pauvreté, pour l'alphabétisation, pour l'abolition de discriminations basées sur le sexe ou sur toute pratique traditionnelle inhumaine, défense de l'environnement... Certes, la dichotomie identités/intérêts n'est pas toujours évidente: ainsi, l'inclusion de mouvements linguistiques régionaux sous le label de «mouvements identitaires» ne va pas de soi; la réforme des frontières linguistiques au cours des années 50-60, et la subséquente utilisation d'idiomes régionaux au sein des institutions, ont permis l'élargissement démocratique et l'approfondissement de leurs assises sociales.
5. En conséquence, au sein de certaines circonscriptions ne peuvent être élus que des candidats issus de certains secteurs de la population, tout en recevant des votes de la part de l'entièreté du corps électoral.
6. Le principal leader intouchable de l'époque s'appelle B. R. Ambedkar, qui appartenant à la caste des Mahars du Maharashtra, est parvenu à exercer des fonctions publiques très prestigieuses au sein de l'État indien.
7. L'expression est empruntée à Lloyd Rudolph.
8. Christophe Jaffrelot (1998), p. 198.
9. Les SC constituent 15% de la population, les ST 7%.
10. Le terme «communalism» fait référence aux tensions religieuses dans le contexte indien: le mot «fondamentalisme» «n'est guère approprié dans le cas du nationalisme hindou, qui milite plus pour unifier la communauté hindoue que pour le maintien de la segmentation du système des castes mise en lumière dans des textes anciens comme les Lois de Manu: l'Hindouisme, contrairement au Christianisme et à l'Islam, ne se fonde pas sur un texte essentiel, révéral, fondamental.» (Jean-Luc Racine, 1997, p.38).
11. Bien entendu, le point de vue des Sikhs est radicalement différent: un des piliers du sikhisme est d'ailleurs le refus de la division en castes de la société...

12. Il faut souligner que ces affrontements sont déclenchés par les secteurs les plus éduqués de la population. Les émeutes du Gujérat de 1985, qui font près de 300 victimes, montrent aussi à quel point les préjugés contre les intouchables sont encore ancrés dans la population, même en milieu urbain (Ahmedabad, la capitale de l'Etat, est une ville dont la tradition industrielle remonte au XIX^e siècle). En effet, alors que les *dalits* sont étrangers aux polémiques qui entourent les politiques de quotas pour les OBC, c'est souvent eux qui constituent les premières victimes de ces violences.

13. Le slogan du début des années nonante «Mandir (temple) contre Mandal» (nom de la Commission qui en 1980 a préconisé l'élargissement des quotas aux OBC), met en opposition l'unification religieuse de la nation et la fragmentation sociale que les rivalités entre castes accentuent. De même, le BJP décrit souvent le peuple hindou comme étant une seule *jati*.

14. Cette dernière catégorie rassemble plus de 50% de la population.

15. En 1992, au sommet de son fanatisme religieux, le BJP conduit une marche qui s'achève lors de la destruction, à Ayodhya, d'une mosquée accusée d'avoir été bâtie à l'endroit précis où serait né le Dieu Ram. Le BJP voudrait construire un temple au même emplacement, promesse non maintenue jusqu'à nos jours.

16. Terme qui fait appel à une conception raciale de la nation, celle-ci puisant ses sources dans la religion hindoue. En découle un nationalisme politique agressif, qui, en réduisant l'identité des Indiens à la culture hindoue, cherche à évincer ceux qui ne sont pas hindous par la race et par le sang.

17. Le RSS est un mouvement extrémiste hindou né dans les années 20 (dont est issu le BJP et la plus grande partie des cadres de ce dernier), qui rassemble une myriade d'organisations culturelles, politiques et sociales dont le but premier est de promouvoir l'hindutva. Son efficace et pénétrante implantation locale a pu être observée lors de l'organisation des secours aux populations affectées par le récent tremblement de terre au Gujérat.

18. Celui-ci a quitté le pouvoir au mois d'octobre 2000 après vingt-trois ans de règne ininterrompu. Il s'agit du gouvernement communiste, démocratiquement élu, le plus long de l'histoire.

19. A la fin des années '60 le CPI(M) était parvenu au pouvoir au sein de la coalition du Front Uni. Pendant quelques temps, le parti avait suivi une ligne politique radicale encourageant l'appropriation des terres de la part des travailleurs agricoles et l'extension de la guérilla naxalite. Les naxalites étaient à l'origine des populations tribales particulièrement enclines à la rébellion: en effet, les populations de la région de Naxalbari travaillaient majoritairement dans les plantations de thé, dont l'organisation du travail est particulièrement favorable à la mobilisation politique. De plus, ces populations tribales n'étaient pas incorporées de manière stricte à la hiérarchie hindoue. Cependant, c'est surtout lorsque le CPI(M), qui contrôle le Ministère de l'Intérieur de l'Etat, interdit aux forces de police d'intervenir dans des conflits de «lutte des classes», que la violence naxalite se déclenche véritablement. L'escalade des affrontements va placer les communistes dans l'impasse: soit ils empruntent la voie de l'action révolutionnaire armée, soit ils se confirment force gouvernementale et démocratique. Le CPI(M) choisit la voie réformiste, décision qui n'a pas été remise en question depuis lors. Conséquemment, la révolte naxalite fut rapidement matée, bien que, de nos jours, des foyers en subsistent dans plusieurs régions.

20. Le «left rule» peut aussi se vanter d'avoir sorti le Bengale occidental de l'impasse en matière de production agricole: au cours des années 80 et 90, la région a connu le taux le plus élevé de croissance du secteur primaire au sein de l'Union indienne. Le Bengale, suivi par le Kérala, autre Etat gouverné par les forces communistes, a obtenu le meilleur résultat en matière de réduction de la pauvreté au cours de la même période. Cependant, le gouvernement communiste n'a pas été en mesure de mener à bien la gestion du conflit qui vers le milieu des années quatre-vingt s'est déclenché au Darjeeling, où les Gorkhas réclamaient la création d'un nouvel Etat. Les

affrontements et les morts que ce conflit a provoqués sont peut-être la preuve que les forces de gauche sont plus en mesure de gérer des conflits de classe que des conflits de type ethnique.

21. Remarquons toutefois que les conversions massives à l'Islam de la part des couches sociales défavorisées ont déguisé les affrontements entre castes en des clivages Hindous / Musulmans.

22. André Béteille, 1992, p. 36.

23. Ces données sont fournies par Amartya Sen et Jean Drèze (1997); malgré l'approximation inhérente à ce type de calculs, leurs sources les rendent fiables.

24. Si le rapport entre les concepts de «caste» et de «classe» a fait couler beaucoup d'encre, les évolutions contemporaines ont démenti l'idée selon laquelle une polarisation de classe serait incompatible avec les affiliations de jatis, «as if caste had no economy and class no culture.» (Subrata Mitra, 1999, p. 58). Dans les motivations des électeurs ces deux composantes s'entremêlent ; d'où le choix, en faisant référence à l'émergence d'une nouvelle classe moyenne, d'associer les deux termes. Voir à ce sujet D. L. Sheth (1999).

25. Les premiers se concentrent dans le delta et la plaine côtière, alors que les seconds sont majoritaires dans le plateau intérieur.

26. Voir par exemple Gurharpal Singh (2000) ou A. Roi (1993).

27. En conséquence, la Partition de l'Inde en 1947 acquiert une signification radicalement nouvelle, qui contredit la thèse congressiste selon laquelle la création du Pakistan serait uniquement la conséquence de l'intransigeance de Jinnah et de la Ligue Musulmane. Le Parti du Congrès n'a pas œuvré en faveur de la cause unitaire inconditionnellement: Nehru voulait bâtir un système politique fort qui aurait permis de mettre en œuvre la planification centralisée, outil incontournable de la modernisation de l'Inde. La Partition lui a permis d'esquiver du moins en partie l'écueil communautaire, grâce à l'hégémonie qu'il a pu exercer sur la globalité du pays.

28. Le seuil de pauvreté en Inde correspond officiellement à un salaire quotidien de douze francs belges.

RÉSUMÉS

Cet article s'interroge sur l'évolution de la politique indienne à la lumière des crispations culturelles et régionales qui l'agitent depuis deux décennies. Il se penche en particulier sur la montée en puissance des mouvements de basses castes et sur les interprétations contrastantes qui en ont été fournies : ces mouvements politiques incarnent-ils une version démocratique et moderne de la caste ? Parviennent-ils à entraver les visées hégémoniques du Parti du Peuple Indien (BJP), actuellement au gouvernement ? Sans prétendre fournir une réponse exhaustive et définitive, il sera montré en quoi une approche comparative régionale est riche d'enseignements.

This article examines the evolution of Indian politics highlighting the cultural and regional tensions that have shaken the country for the past two decades. The focus will be on the confronting interpretations that have been provided to the increasing power of backward caste movements : are these movements a democratic and modern version of the caste system ? Do they counter the hegemonic aims of the BJP (Bharatiya Janata Party), presently in government ? Without attempting to provide a comprehensive and conclusive explanation, the advantages of a comparative regional approach will be put forth.

INDEX

Mots-clés : Inde, castes, BJP, Etats fédérés, Parti du Congrès, identités, intérêts

Keywords : India, Indian states, Congress Party, Identities, Interest Politics

AUTEUR

ALVISE FORCELLINI

Coopérant auprès de Seva Mandir, Organisation Non-Gouvernementale du Sud du Rajasthan,
aforcellini@hotmail.com